

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 29/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

STE TONNELIER CARRIERES LIMITED

Keregasse
ou Trélaouen Bras 22580 Plouha
22580 Keregal

Références : 2025.326
Code AIOT : 0005509271

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2025 dans l'établissement STE TONNELIER CARRIERES LIMITED implanté KREGASSE 22580 Plouha. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection inopinée de la carrière suite à une première inspection réalisée le 18 avril 2025 au cours de laquelle il y a eu obstruction à l'action d'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STE TONNELIER CARRIERES LIMITED
- KREGASSE 22580 Plouha

- Code AIOT : 0005509271
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de carrière à ciel ouvert autorisée en date du 20 juillet 2004 pour une durée de 20 ans.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Autorisation	Arrêté Préfectoral du 20/07/2004, article 1.1	Suspension, Mise en demeure, dépôt de dossier	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection met en évidence une non conformité majeure concernant la poursuite de l'activité de carrière sur l'installation sans acte d'autorisation, ainsi que la non mise en œuvre de la remise en état du site.

Ainsi il est proposé au préfet un arrêté de mise en demeure de régularisation et de suspension de toute activité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2004, article 1.1

Thème(s) : Situation administrative, Autorisation

Prescription contrôlée :

M. Roger Tonnellier, demurant au lieu-dit *Kérégal* à Plouha est autorisé à exploiter une carrière à ciel ouvert d'arène granitique sur la commune de Plouha au lieu-dit *Kérégasse*.

Cette autorisation correspond aux rubriques suivantes de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement :

N° (régime)	Nature et volume des activités	Capacité
2510.1 A - 3 km	Exploitation de carrière	$P_{\max} = 3\,000\text{ t}$ $P_{\text{moy}} \text{ (sur cinq ans)} = 2\,600\text{ t}$ Durée = 20 ans

Constats :

Le jour de l'inspection, il est constaté que l'activité se poursuit sur la carrière (chargement de matériaux dans un camion), tel qu'il a été déjà constaté lors d'une inspection précédente réalisée le 18 avril 2025 au cours de laquelle l'exploitant en titre avait fait obstruction à l'action d'inspection de son installation.

Le fils de l'exploitant en titre, rencontré lors de l'inspection, indique qu'il poursuit les activités d'extraction, de criblage et de vente de matériaux sur le site, et qu'il a récemment investi dans de nouveaux équipements.

Il précise qu'il souhaite poursuivre l'activité et qu'il n'avait pas connaissance que l'arrêté d'autorisation était arrivé à échéance.

Par ailleurs, l'arrêté d'autorisation est échu, et aucune déclaration d'arrêt définitif n'a été notifiée en préfecture. La remise en état du site n'a pas été mise en œuvre, l'exploitant souhaitant poursuivre l'activité sur le site.

Les dispositions réglementaires liées à l'activité et les démarches pour bénéficier d'une autorisation d'exploiter lui sont exposées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit respecter les dispositions prévues à l'article 1.1. de l'arrêté du 20 juillet 2004, à savoir l'autorisation d'exploiter la carrière pour une durée de 20 ans soit jusqu'au 20 juillet 2024. Sans acte d'autorisation en vigueur, l'exploitant doit cesser toute activité sur l'installation, et régulariser sa situation administrative soit en déposant un dossier d'autorisation soit en réalisation la procédure de cessation d'activité.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Suspension, Mise en demeure, dépôt de dossier**Proposition de délais :** 1 mois